

**COMITÉ CONSULTATIF
DE LA LÉGISLATION
ET DE LA RÉGLEMENTATION
FINANCIÈRES**

SECRETARIAT GÉNÉRAL

ORDRE DU JOUR

**SÉANCE 256
4 novembre 2019**

1. Points d'ordre général

2. Textes présentés pour avis

2.1. Projets de règlement ou de directive communautaires et projets de loi

Néant

2.2. Autres projets de texte

2.2.1) Projet d'ordonnance de transposition de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE

2.2.2) Projet de décret de transposition de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE

2.2.3) Projet d'arrêté de transposition de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE modifiant l'arrêté du 14 juin 1982 relatif à l'extension d'un système automatisé de gestion du fichier des comptes bancaires (FICOBA)

2.2.4) Projet d'arrêté de transposition de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE modifiant l'arrêté du 18 septembre 2017 relatif aux justificatifs à fournir pour accéder à l'intégralité des informations relatives au bénéficiaire effectif

2.2.5) Projet d'arrêté de transposition de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE relatif à la certification des services de vérification d'identité.

Les projets d'ordonnance, de décret et d'arrêté visent à transposer la cinquième directive anti-blanchiment (délai de transposition fixé au 10 janvier 2020). L'article 203 de la loi PACTE a habilité le Gouvernement à transposer ladite directive par ordonnances dans un délai de dix-huit mois.

2.2.6) *Supprimé*

1^{er} ORDRE DU JOUR COMPLÉMENTAIRE

1. Points d'ordre général

- Le Président informe les membres que leurs mandats arrivent à leur terme le 21 décembre et que leurs organisations respectives vont prochainement être consultées afin de renouveler la composition du Comité.
- Il confirme l'annulation de la séance du 5 décembre en raison de l'appel à la grève qui a été lancé pour cette date par plusieurs organisations syndicales, notamment dans les transports.
- Le Président présente le calendrier prévisionnel du 1^{er} semestre 2020.

2^{eme} ORDRE DU JOUR COMPLÉMENTAIRE

- A noter le retrait du point :

2.2.6) Projet de décret relatif au plafonnement des frais afférents au plan d'épargne en action et au plan d'épargne en actions destiné au financement des PME et ETI

Le projet de décret vise à titre principal à définir les plafonds applicables aux différents frais des PEA et PEA-PME. Par ailleurs, il étend les obligations d'information d'éligibilité des ELTIF au PEA-PME.

